



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SAVOIE

2501920931R00001

2501920931R00001

00000

1E00462569831



Direction départementale des Territoires
Service Environnement Eau Forêt
Unité Aménagement des Milieux Aquatiques
Affaire suivie par : Sophie ROSAY
Tél. : 04.79.71.72.83
Courriel : sophie.rosay@savoie.gouv.fr

Monsieur ARPIN Serge
2 rue de la filature
73700 SEEZ

Chambéry, le 8 juillet 2020

LRAR

Objet : Aménagement Hydroélectrique ARPIN sur le Versoyen
Reconnaissance d'antériorité et prescriptions complémentaires

Réf. : n°73-2019-00196 / ROE31924

PJ. : arrêté préfectoral

dossiers/eau/ouvrages/hydroelectricite/Autorisations/Versoyen_BourgStMaurice

Monsieur,

Je vous avais transmis un courrier en date du 28 janvier accompagné d'un projet d'arrêté concernant la reconnaissance d'antériorité avec prescriptions complémentaires concernant l'aménagement hydroélectrique Arpin sur le Versoyen à Sééz.

Suite à ce courrier, je n'ai reçu aucune observation de votre part.

Ainsi, vous trouverez ci-joint l'arrêté préfectoral.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations sincères.

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des Territoires
La chef adjointe du service Environnement, Eau et
Forêt

Virginie COLLOT

Copie par mail à :

- OFB (SD et DR) \ à l'attention de MM. Moins et Roche
- Agence de l'Eau \ à l'attention de M. Goguely
- FSPPMA 73 \ à l'attention de M. Vallat
- DREALAEHN \ à l'attention d'Estelle Ferrari
- APTV \ à l'attention de M. Avarello



PREFET DE LA SAVOIE

Arrêté Préfectoral DDT/SEEF n° 2020-0783
portant reconnaissance d'antériorité
au titre de l'article L.214-6 du code de l'environnement
et prescriptions complémentaires
au titre des articles L.181-14 et R.181-45
du code de l'environnement

aménagement hydroélectrique de la filature Arpin
Prélevant les eaux du cours d'eau
« Le Versoyen »

Communes de Séez
et Bourg-Saint-Maurice

Le Préfet de la Savoie

Chevalier de l'ordre de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite,

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.211-1, L.171-7, L. 181-1 et suivants et R.181-1 et suivants, L.214-1 et suivants,

VU le code de l'énergie, notamment son article L 511-1,

VU la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique,

VU l'article 15 de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale,

VU la copie du tableau B de l'état statistique des irrigations et des usines sur les cours d'eau non navigables ni flottables en date du 2 mai 1879 attestant la présence sur le torrent du Versoyen de l'usine de la filature Arpin utilisant la force motrice de l'eau,

VU la copie de l'original de la facture de l'entreprise Bouvier, Ingénieurs-constructeurs de matériel hydroélectriques sise à Grenoble, en date du 20 septembre 1910 à l'attention de MM. Arpin frères, industriels à Séez, comprenant notamment une turbine américaine de 65 chevaux, sous une chute de 12,5 mètres, un système de transmissions, un système de poulie, une vanne en fonte, une grille à feuilles et un détail des frais d'installation et de montage réalisés entre le 20 juin et le 28 juillet 1910 ;

VU le courrier de la DDT de la Savoie transmis à MM. Arpin suite à la visite du 26 juin 2019 en date du 29 juillet 2019,

VU le rapport de l'Agence Française de la Biodiversité transmis dans le courrier cité précédemment,

VU le courrier en date du 3 septembre 2019 de M.Arpin Serge demandant à la DDT de reconnaître le caractère régulièrement installé et légalement autorisé de l'aménagement hydroélectrique de la filature Arpin,

VU le courrier en date du 28 janvier 2020, de transmission d'un projet d'arrêté pour avis à MM. Arpin Serge et Gérard,

VU l'absence de réponse du pétitionnaire sur le projet d'arrêté précité,

CONSIDERANT que l'aménagement hydroélectrique de la filature Arpin, dont la prise d'eau est référencée ROE31924 au référentiel des obstacles à la continuité écologique, qui utilise la force motrice des eaux du torrent le Versoyen installé à Séz et Bourg-saint-Maurice (pour la partie du seuil située en rive droite du Versoyen) prélève dans le torrent un débit maximal d'environ 500 L/s pour une hauteur de chute d'environ 12,5 mètres établissant sa puissance maximale brute à environ 61 kW nettement inférieure à 150 kW ;

CONSIDERANT que l'aménagement hydroélectrique de la filature Arpin a été établi à compter du 28 juillet 1910 sur un moulin existant, dont l'existence est à minima antérieure au 2 mai 1879 ;

CONSIDERANT que l'aménagement hydroélectrique de la filature Arpin d'une puissance inférieure à 150 kW et antérieur à la loi de 1919 est autorisé sans limitation de durée en application des dispositions de l'article 18 de la loi du 16 octobre 1919 et de l'article L.511-9 du code de l'énergie ;

CONSIDERANT de ce qui précède que l'aménagement est régulièrement autorisé au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article 15 de l'ordonnance n°2017-080 les modifications de l'autorisation sont régies par les articles L.181-1 et suivants et R.181-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'article L 214-18 du Code de l'Environnement précise que tout ouvrage dans le lit d'un cours d'eau doit comporter des dispositifs maintenant dans ce lit un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces ainsi que, le cas échéant, des dispositifs empêchant la pénétration du poisson dans les canaux d'amenée et de fuite ;

CONSIDERANT qu'aucun système de restitution fiable et contrôlable n'a pu être observé au droit de la prise d'eau et qu'aucun dispositif empêche la pénétration des poissons dans le canal d'amenée jusqu'à la chambre de mise en charge ;

CONSIDERANT que l'absence d'exutoire de dévalaison, entraîne un risque de blessure et de mortalité pour les poissons ;

CONSIDERANT que la gestion des débits au niveau du seuil n'est pas optimale puisqu'un excédent de débit entonné est rejeté au Versoyen par deux déversoirs favorisant l'entraînement des poissons dans le canal ;

CONSIDERANT par conséquent, qu'il est nécessaire de prescrire la mise en place de systèmes permettant de satisfaire aux obligations mentionnées ci-avant afin d'assurer la préservation des enjeux visés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que puisque d'après les données IRSTEA, le module du Versoyen est compris dans une fourchette comprise entre 4,8 m³/s et 6,4 m³/s et que d'après les données de l'hydrologie connue du cours d'eau le débit moyen mensuel d'étiage de fréquence de retour 5 ans est d'environ 600 L/s, il n'est pas exclu qu'en absence de dispositif garantissant un débit réservé égal à minima au 1/10ème du module du Versoyen ou au débit du cours d'eau si celui-ci lui est inférieur, que les prélèvements au droit de la prise d'eau de l'aménagement hydroélectrique de la filature Arpin soient en capacité d'impacter significativement l'hydrologie d'étiage du cours d'eau en asséchant ce dernier sur l'ensemble du tronçon court-circuité ;

CONSIDERANT de ce qui précède, en application de l'article L.214-18 du code de l'environnement qu'il est nécessaire de fixer un débit réservé en aval immédiat de la prise d'eau de l'aménagement afin de garantir, en tout temps, la préservation des enjeux listés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT de ce qui ressort qu'il y a lieu, conformément aux articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'Environnement, d'édicter des prescriptions complémentaires concernant la gestion de cet aménagement ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,

ARRETE

Article 1 – Caractéristiques de l'aménagement

L'aménagement hydroélectrique, constitué d'une prise d'eau (ROE31924), d'une conduite forcée et d'une centrale équipée d'une turbine dont les caractéristiques sont mentionnées ci-après est autorisé, sans limitation de durée, au bénéfice de MM. Arpin au titre des articles L.181-1 et suivants du code de l'environnement et au titre de l'article L511-1 du code de l'énergie.

Caractéristiques techniques de l'aménagement connues de l'administration :

- Hauteur de chute brute : environ 12,5 m ;
- Débit maximum turbinable : environ 500 l/s ;
- Puissance maximale Brute : environ 61 kW.

Afin de compléter les caractéristiques techniques de l'aménagement, MM. Arpin transmettront au service en charge de la police de l'eau les éléments suivants sous un délai de 1 an après la notification du présent arrêté :

- cote NGF du Niveau normal d'exploitation de la prise d'eau ;
- cote NGF du Niveau des plus hautes eaux de la prise d'eau ;
- cote NGF du Niveau minimal d'exploitation de la prise d'eau ;
- cote NGF du Niveau de la restitution des eaux au Versoyen ,
- Débit maximum turbinable en m³/s.

Les rubriques concernées de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Régime applicable
1.2.1.0	<p>1.2.1.0. A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :</p> <p>1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m³/ heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) ;</p> <p>2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m³/ heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D).</p>	Autorisation
2.2.1.0	<p>2.2.1.0. Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0 et 2.1.2.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant :</p> <p>1° Supérieure ou égale à 10 000 m³/ j ou à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (A) ;</p> <p>2° Supérieure à 2 000 m³/ j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau mais inférieure à 10 000 m³/ j et à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (D).</p>	Autorisation

3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° Un obstacle à l'écoulement des crues (A) ; 2° Un obstacle à la continuité écologique : a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) ; b) Entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D).	Autorisation
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D) Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Déclaration

Article 2 – Débit réservé et dispositif de contrôle du débit réservé

2.1 – débit réservé

Le débit minimal à restituer dans le torrent du Versoyen à l'aval immédiat de la prise d'eau sera égal au minimum à **600 litres par secondes** ou au débit du cours d'eau à l'amont immédiat de l'ouvrage si celui-ci est inférieur.

Le débit minimal sera affiché à proximité de l'ouvrage au moyen d'un panneau visible par tous les usagers du cours d'eau.

2.2 – Dispositif assurant le respect du débit réservé

Le respect du débit minimal sera assuré au moyen d'un dispositif spécifique, fiable et contrôlable en tout temps, implanté sur la prise d'eau .

Un projet de dispositif pérenne et contrôlable permettant d'assurer la délivrance du débit réservé en tout temps sera transmis pour avis au service en charge de la police de l'eau sous un délai maximum de 1 an après la notification du présent arrêté.

Le dispositif validé devra être implanté sur la prise d'eau sous un délai supplémentaire n'excédant pas 6 mois.

Article 3 – Mesure conservatoire de restitution du débit minimal

A titre conservatoire, dans l'attente de la mise en œuvre du dispositif pérenne exigé à l'article 2 précédent, le gestionnaire de l'ouvrage devra assurer la restitution du débit minimal mentionné à l'article 2 précédent par tout moyen (manœuvre de gestion, maintien de la vanne de chasse ouverte). Il présentera, sous un délai maximal d'un mois, pour information, au service en charge de la police de l'eau, le moyen mis en œuvre pour assurer la présente mesure conservatoire.

Article 4 – Dispositif empêchant la pénétration des poissons dans le canal d'amené

Un dispositif fiable et pérenne sera implanté à l'entrée du canal d'amenée afin d'empêcher la pénétration des poissons dans celui-ci.

Un projet de dispositif sera transmis pour avis au service en charge de la police de l'eau sous un délai maximum de 1 an après la notification du présent arrêté.

Le dispositif validé devra être implanté sur la prise d'eau sous un délai supplémentaire n'excédant pas 6 mois.

Article 5 – Rappel des obligations

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2, 3 et 4 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de MM.ARPIN, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou ouvrages et la cessation définitive de l'exploitation avec remise en état des lieux.

Article 6 – Modalités d'affichage et de publication

Le présent arrêté sera affiché pendant une durée d'1 mois en communes de Séez et Bourg-Saint-Maurice et sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée de 4 mois.

Article 7 – Voies et délais de recours

Par application de l'article R.181-50 et suivants du code de l'environnement, le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun BP1135 38022 GRENOBLE Cedex 1) :

- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication sur le site internet de la préfecture de la Savoie.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier (de préférence en recommandé avec accusé de réception) ou au moyen de l'application « Telerecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Dans le même délai de deux mois, le permissionnaire peut présenter un recours gracieux ou hiérarchique. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être elle-même déférée au tribunal administratif de Grenoble dans les deux mois suivants.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Article 8 – Notification et mise en œuvre

Le présent arrêté sera notifié à MM.ARPIN,

• Copie sera adressée à

Monsieur le directeur départemental des territoires,

Monsieur le maire de la commune de Séez,

Monsieur le maire de la commune de Bourg-Saint-Maurice,

Monsieur le chef de service départemental de l'Office Français de la Biodiversité,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chambéry, le

Le Préfet,
par délégation,
le Directeur Départemental des Territoires


Hervé BRUNELOT